



NOUVELLE STRATÉGIE NUMÉRIQUE DU SÉNÉGAL



Sommaire

1 État des lieux de la SN 2025

2 Vision et Objectifs de la nouvelle stratégie numérique

Objectifs stratégiques

Quelques objectifs clés

Vision et ambitions: Les axes stratégiques

3 Description détaillée des axes stratégiques

Développement de l'économie numérique

Dématérialisation des procédures administratives

Souveraineté numérique

Sénégal: Leader Africain du Numérique

4 Nouvelle gouvernance informatique (E-Gov)

Nouveau modèle de gouvernance des projets informatiques

Nouvelle architecture du SI Administratif

5 Mise en œuvre de la nouvelle stratégie

Enjeux & Défis

Les programmes prioritaires

6 Fiche synthétique des projets prioritaires



Exécutive summary

1

Le Sénégal compte faire de la Recherche Scientifique et l'Innovation Technologique, un objectif stratégique prioritaire, source de croissance durable et moteur d'une administration performante au service des citoyens et des entreprises. Cette volonté a été clairement affichée par le chef de l'Etat qui, dès sa prise de fonction, a demandé de repenser l'organisation et le fonctionnement de l'administration, d'accentuer la réforme du service publique autour de la digitalisation des procédures administratives, d'amorcer le développement de l'économie numérique.

2

Pour faire du numérique un véritable levier de développement économique et social (Axe 4 du PROJET), le Sénégal doit s'engager dans une transformation numérique inclusive et ambitieuse. Cette stratégie nécessitera une collaboration étroite entre le gouvernement, le secteur privé et les partenaires internationaux, tout en mettant l'accent sur l'infrastructure, l'innovation, et l'inclusion numérique.

3

Pour réussir cette transformation, la nouvelle stratégie Numérique de l'Etat du Sénégal est ainsi articulée autour de 4 axes stratégiques, que sont : i) le développement de l'Economie Numérique; ii) la Digitalisation de l'Administration; iii) la Souveraineté Numérique; iv) Faire du Sénégal, un leader africain du numérique. Elle a vocation à présenter une vision d'ensemble des initiatives que compte prendre l'état du Sénégal dans le domaine du Numérique, en détaillant les mesures mise en place dans le but d'atteindre les objectifs fixés dans la stratégie.



1 État des lieux

Stratégie nationale du numérique sn2025 (2016-2025)

L'Etat du Sénégal à travers la stratégie nationale SN2025, a fait du numérique, un objectif politique prioritaire pour avoir une administration performante au service des citoyens et des entreprises. Le numérique est, en effet, un des secteurs moteurs de l'économie et devrait contribuer à la croissance du PIB à hauteur de 10% et créer 140 000 emplois directs et indirects dans le secteur.

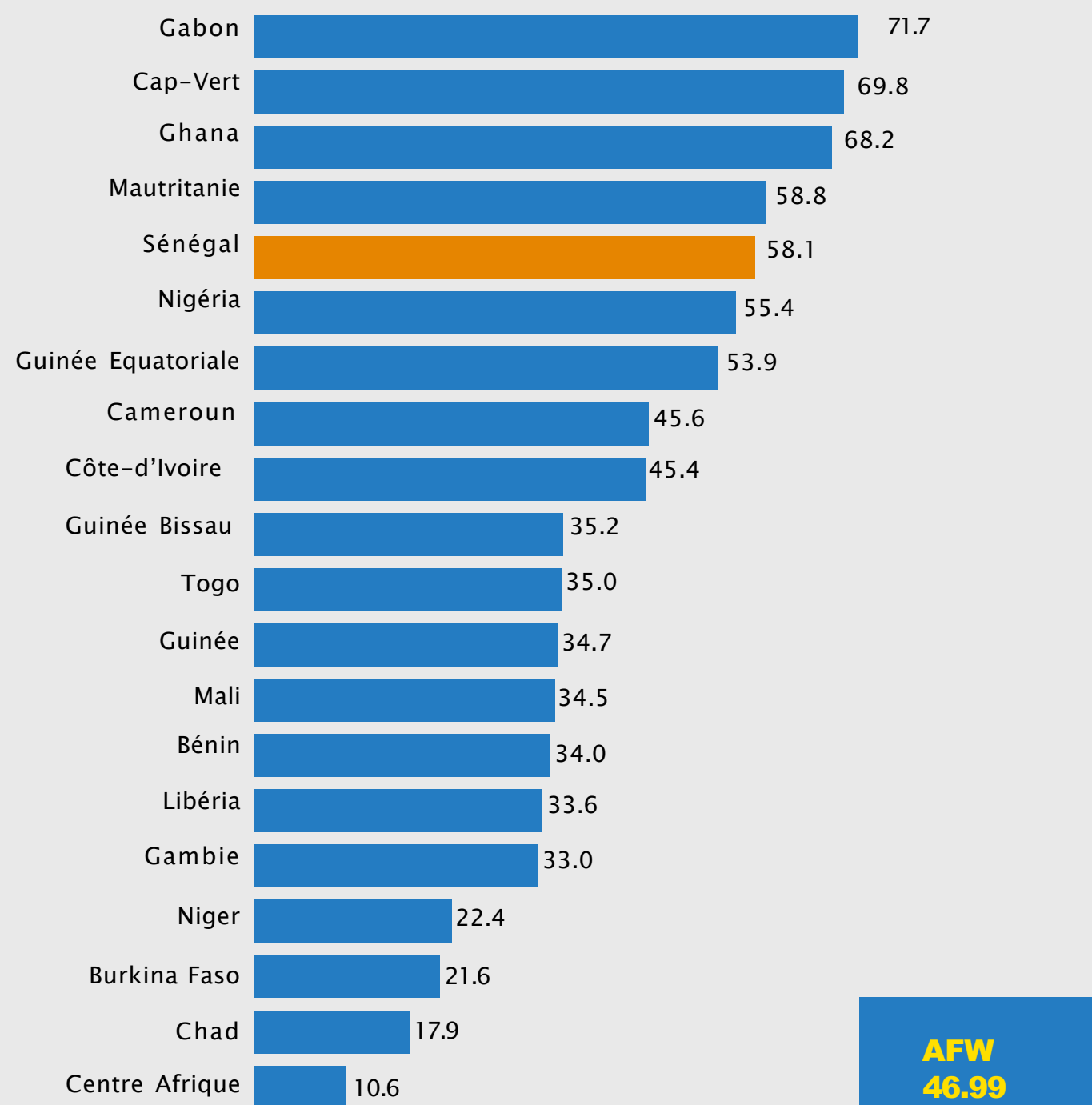
La mise en œuvre de cette stratégie a été déclinée autour de 3 prérequis et de 4 axes stratégiques que sont :

Prérequis 1 : Cadre juridique et institutionnel ;

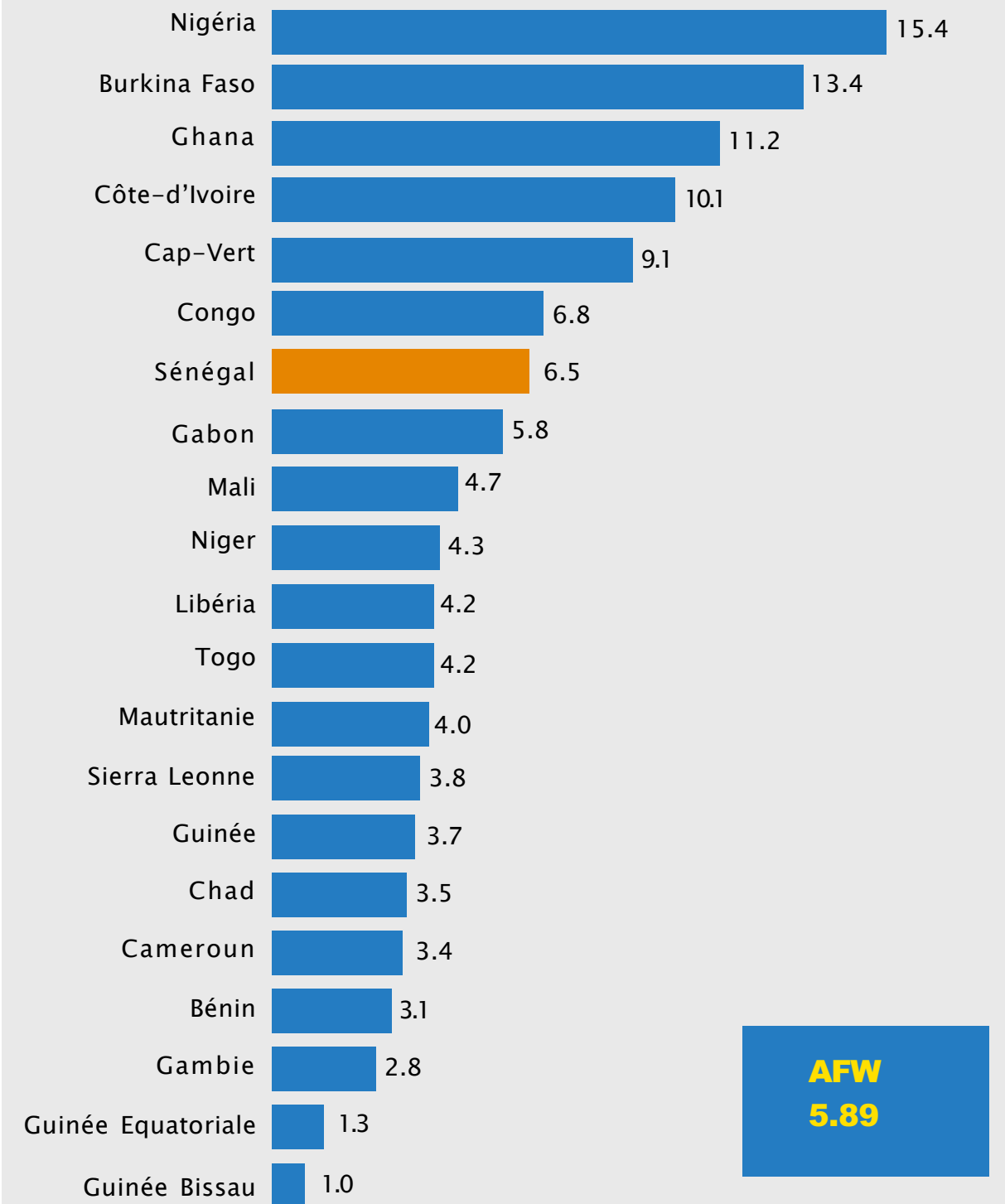
Prérequis 2 : Capital humain ;

Prérequis 3 : Confiance numérique et cyber sécurité ;

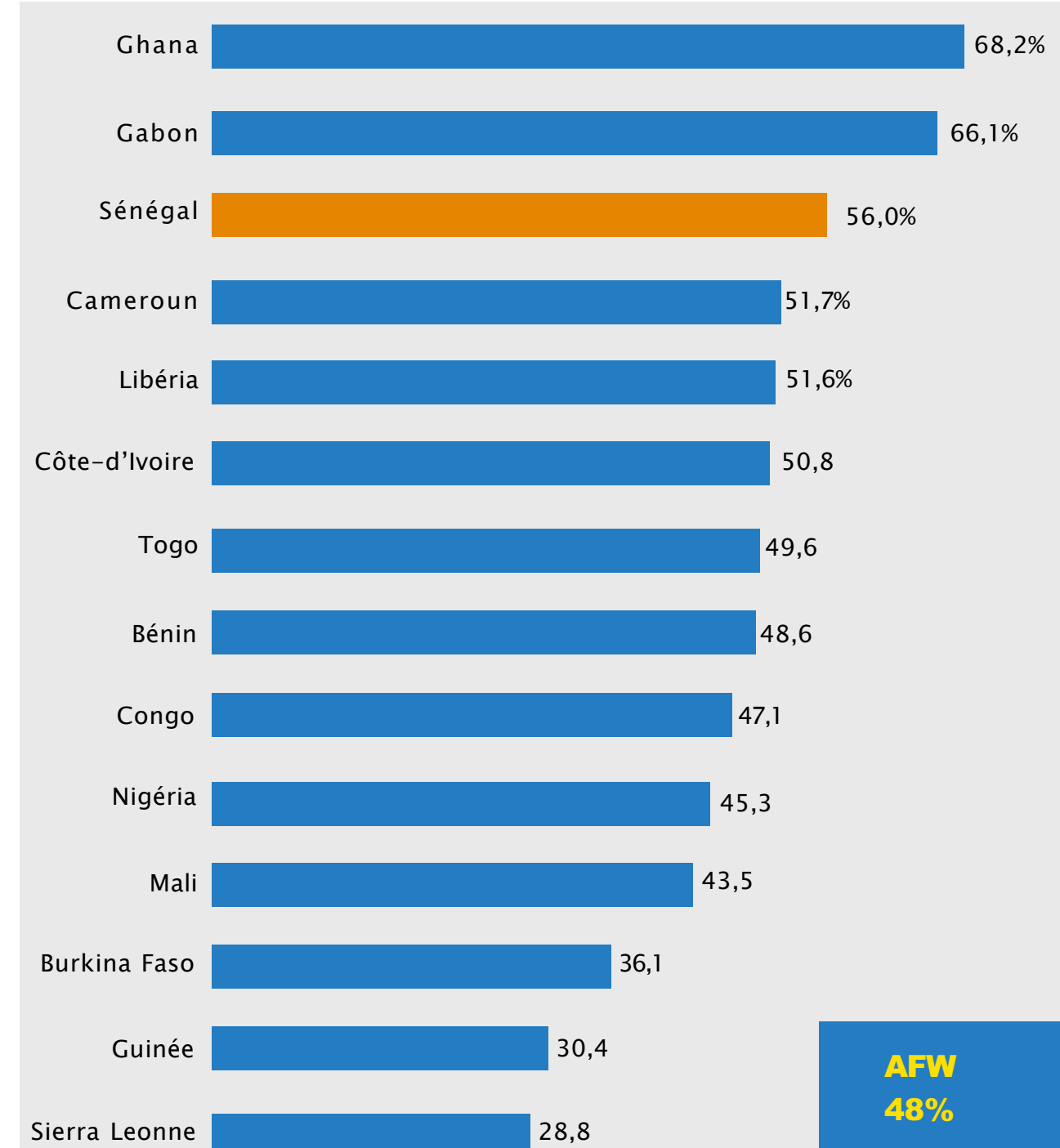
Personnes utilisant l'internet pour 100 habitants, AFW 2021



Vitesse moyenne de téléchargement à large bande (mbps) AFW 2022



Personnes de plus de 15 ans ayant accès aux services financiers numériques



Le Sénégal numérique en Afrique et dans le monde...

Indicateurs	Classement 2012		Classement 2023	
	Afrique	Monde	Afrique	Monde
Performance du réseau Internet	11	100	11	102
Développement des TIC	15	124	17	142
Maturité digitale de l'administration	31	163	21	143
Coût moyen Internet (1Go)	35	141	31	139
Industrie Numérique	8	97	8	93

12e pays exportateur de produits et services numériques en Afrique (500 millions \$)

Sources :

Network Readiness Index ICT
Development Index

E-Government Development Index

ID4D dataset: [https://databank.worldbank.org/source/identification-for-development-\(id4d\)-data](https://databank.worldbank.org/source/identification-for-development-(id4d)-data) Findex:

<https://databank.worldbank.org/source/global-financial-inclusion>

GSMA Intelligence: <https://data.gsmainelligence.com/data/>

https://www.wto.org/french/thewto_f/minist_f/mc13_f/policy_note_digital_trade_africa_f.pdf

Quelques initiatives dans le domaine du numérique

Le gouvernement précédent avait entrepris plusieurs réformes et projets pour créer un environnement favorable au développement du numérique.

Aperçu de quelques stratégies nationales et sectorielles dans le domaine du numérique

Stratégie Numérique 2025
(SN 2025)

Stratégie Nationale de
Cybersécurité 2022 (SNC 2022)

Schéma numérique de la
justice 2023-2027

Plan National Haut Débit

Stratégie Nationale de Développement
du Commerce Electronique adopté en
2019

Stratégie Nationale sur
l'IA (2023 – 2028)

Plan Stratégique Santé Digitale
(PSSD) 2018 – 2023

Adoption du Code des Commu-
nications Électroniques de 2018.

Stratégie Nationale des
Données (2023 – 2028)

Quelques initiatives dans le domaine du numérique

Avec un certain nombre de progrès réalisés dans le domaine du Numérique, parmi lesquels :

Développement des Infrastructures (Entre 4500 et 6000 km de fibre optique, Datacenters)

Digitalisation des processus de la DGID (Direction Générale des Impôts et Domaines) avec les plateformes de télé-procédures déjà opérationnelles

Mise en place du cadre réglementaire permettant l'attribution des autorisations d'opérateurs d'infrastructures (câbles sous-marin, fibre optique, Réseaux privés, etc...)

Création de la Direction Générale du Chiffre et de la Sécurité des Systèmes d'Information.

Mise en place du Parc Technologique Numérique

Suppression des barrières à l'entrée de nouveaux acteurs sur le segment de l'accès à l'Internet (ISP/FAI) ;

Malgré un investissement massif réalisé par l'Etat du Sénégal pour accompagner la mise en œuvre de ces stratégies, force est de constater que les objectifs définis sont loin d'être atteints, comme nous le verrons dans l'exemple qui suit, avec la stratégie SN 2025



Axes stratégiques identifiés pour la mise en œuvre de la stratégie nationale SN2025

Axe 1

Accès ouvert et abordable aux réseaux et services numériques ;

Axe 3

Développement d'une industrie du numérique innovante et créatrice de valeurs ;

Axe 2

Administration numérique au service des citoyens et des entreprises ;

Axe 4

Diffusion du numérique dans les secteurs économiques

Actualisation de la SN2025 en

2020

un taux de réalisation estimé à **19%**

un taux d'exécution des 69 projets à **12%**

un taux de réalisation des 28 reformes à **36%**

Chiffrage de la SN2025 :

1.361,300 Milliards de FCFA





Stratégie nationale du numérique sn2025 (2016-2025)

AXE 2 - Administration numérique au service des citoyens et des entreprises

FOCUS SUR LE PERIMÈTRE DIGITALISATION DES PROCEDURES ADMINISTRATIVES

970

Nombre total de procédures identifiées

34*

Nombre total de procédures déclarées dématérialisées et mises en ligne

0**

Nombre total de procédures dématérialisées de bout en bout et mise à disposition du public

970

Nombre total de procédures restantes à déployer

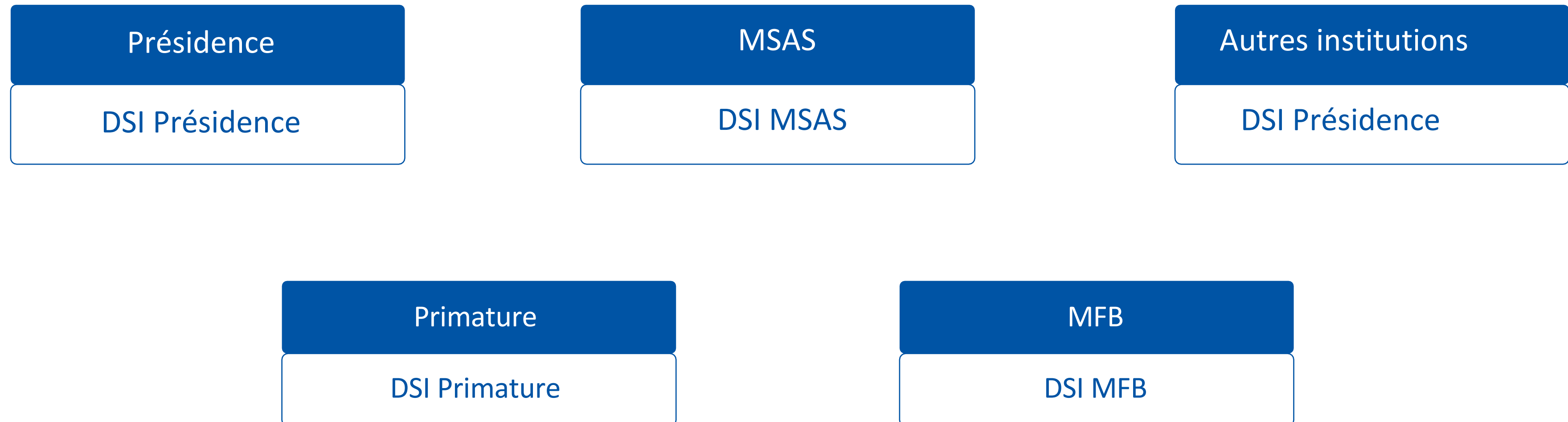
BUDGET DÉDIÉ
27,2 Milliards de FCFA

*Après vérification par les services du ministère, et malgré une communication sur la mise en place des 34 procédures administratives par l'équipe sortante de SENEGAL NUMERIQUE, force est de constater qu'aucune **n'a été réellement digitalisée de bout en bout.**

** Hors procédure de l'ENA, DGID, DOUANES

Systeme d'information gouvernemental actuel

Aujourd'hui, l'Etat du Sénégal ne dispose pas d'un systeme d'information unifié mais un systeme d'information cloisonné, ce qui constitue un frein à l'efficacité, à la performance et à la compétitivité du pays.



Systeme d'information gouvernemental actuel

Un système d'information cloisonné entraîne plusieurs conséquences :

01

Redondance des données:

Chaque système contient les mêmes informations, ce qui entraîne une perte de temps et une augmentation des coûts de gestion.

02

Difficulté à partager l'information:

L'échange d'informations entre les différents services est complexe, ralentissant les processus et réduisant la réactivité.

03

Risques accrus de sécurité:

Les données étant dispersées, il est plus difficile de les protéger contre les cyberattaques.

04

Manque de cohérence:

Les données ne sont pas synchronisées, ce qui peut mener à des erreurs et à une mauvaise prise de décision.

05

Coûts élevés de maintenance:

Les infrastructures sont souvent dupliquées et chaque système nécessite une maintenance spécifique, ce qui alourdit les dépenses informatiques.

06

Frein à l'innovation:

Un système cloisonné est moins flexible et moins adaptable aux nouveaux besoins, ce qui limite l'innovation.

Axes stratégiques identifiés pour la mise en œuvre de la stratégie nationale SN2025

A l'heure actuelle, chaque ministère tend à disposer de ses propres mini data centers. Bien que motivée par des objectifs de réactivité, d'autonomie et de flexibilité, cette multiplication soulève plusieurs enjeux en termes de coûts et d'impact sur le Système d'Information (SI) de l'État. En effet, chaque ministère doit investir dans l'infrastructure matérielle (serveurs, stockage, réseau), les logiciels, la sécurité, la maintenance et le personnel spécialisé.

Investissements initiaux élevés

L'acquisition de l'infrastructure (serveurs, stockage, réseau), la construction ou l'aménagement de locaux dédiés, ainsi que l'installation de systèmes de refroidissement et de sécurité représentent des investissements considérables.



Estimation des impacts financiers des initiatives solitaires

Aujourd'hui, le ministère de la justice par exemple a investi dans l'acquisition de mini serveurs, d'un coût de **150 millions FCFA**, sans compter les dépenses de fonctionnement. A l'échelle de l'Etat avec ce fonctionnement en silo, c'est plus de **10 milliards FCFA** qui sera dépensé par les structures étatiques des 25 ministères et autres institutions de l'Etat.

Coûts de fonctionnement

Les dépenses énergétiques, la maintenance des équipements, les licences logicielles, les salaires du personnel technique et les contrats de services constituent des charges récurrentes importantes.

Paradoxalement, au cours des dernières années, l'État du Sénégal a réalisé des investissements significatifs de plus de **100 milliards de FCFA** dans la construction de data centers pour stocker et gérer les données nationales. A ce jour, ces infrastructures restent largement sous exploitées par l'Etat du Sénégal.

SENUM : état des lieux

Projet de déploiement de la fibre (Entre 4500 et 6000 KM de fibre optique déployé)

Déficit de maintenance du réseau fibre depuis plusieurs années avec comme conséquence :

La défaillance dans la qualité de service : (cause des perturbations dans la fourniture de l'internet et des différentes applications telles que la « messagerie »)

Mauvaise image du Senum dans l'administration

- Datacenter : situation critique en termes de capacité de stockage, de fonctionnalités et de cybersécurité. Manque d'expertise dans
- certains domaines clés tels que la gestion de projets, l'architecture, le design, etc.

Nécessité d'une transformation organisationnelle profonde et d'une mise à niveau des ressources humaines (renforcement de capacités, recrutement de personnel de haut niveau, externalisation, etc.)

Nécessité de signer un « Newdeal » avec l'administration à travers une convention : Etat vs Senum donnant mandat au senum d'assurer la gestion du parc informatique de l'état et d'être le DSI central

Nécessité d'un investissement massif sur la mise à niveau des infrastructures afin de répondre aux ambitions du gouvernement et de collaborer avec le secteur privé

Nécessité d'un fort sponsorship/appui de l'état pour imposer la feuille de route opérationnelle du Senum (Digitalisation des procédures, coordination des projets informatiques etc.)

2

NEW DEAL TECHNOLOGIQUE :

Vision et objectifs

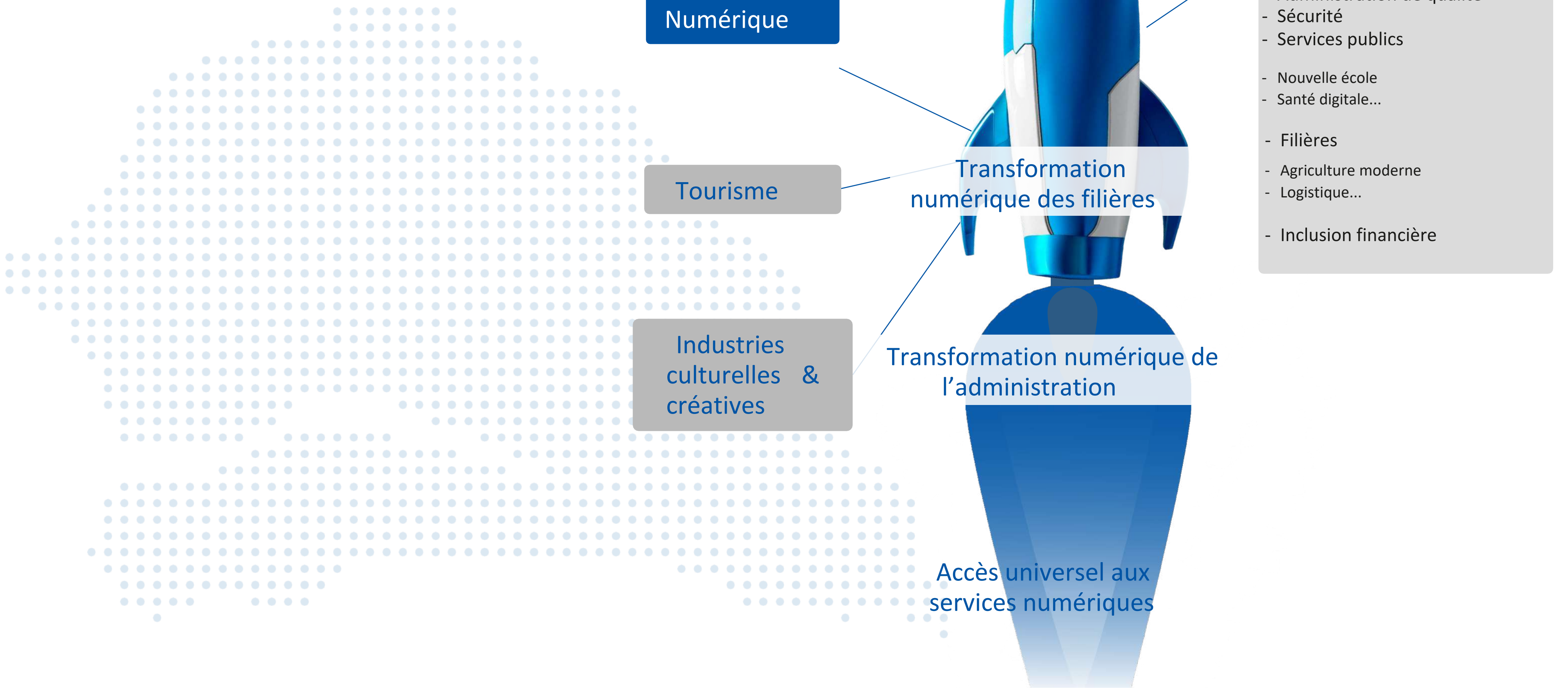
Vision & ambitions: les axes stratégiques

Le Sénégal aspire à devenir un leader numérique en Afrique, en offrant à tous ses citoyens un accès équitable aux technologies de l'information et de la communication. En misant sur l'innovation, la formation et le développement d'infrastructures robustes, le pays vise à transformer son économie, à améliorer les services publics et à renforcer sa souveraineté numérique. Le Sénégal ambitionne de devenir un hub numérique sous-régional, attirant les investissements et favorisant l'émergence d'un écosystème numérique dynamique et compétitif. Cela passera par une accélération de la révolution numérique, comme défini dans le référentiel des politiques publiques – Sénégal Vision 2050

Cette vision se décline en 4 axes clés que sont : la Souveraineté Numérique, la Digitalisation des services publics, le développement de l'économie numérique et de faire du Sénégal, un leader africain du numérique.

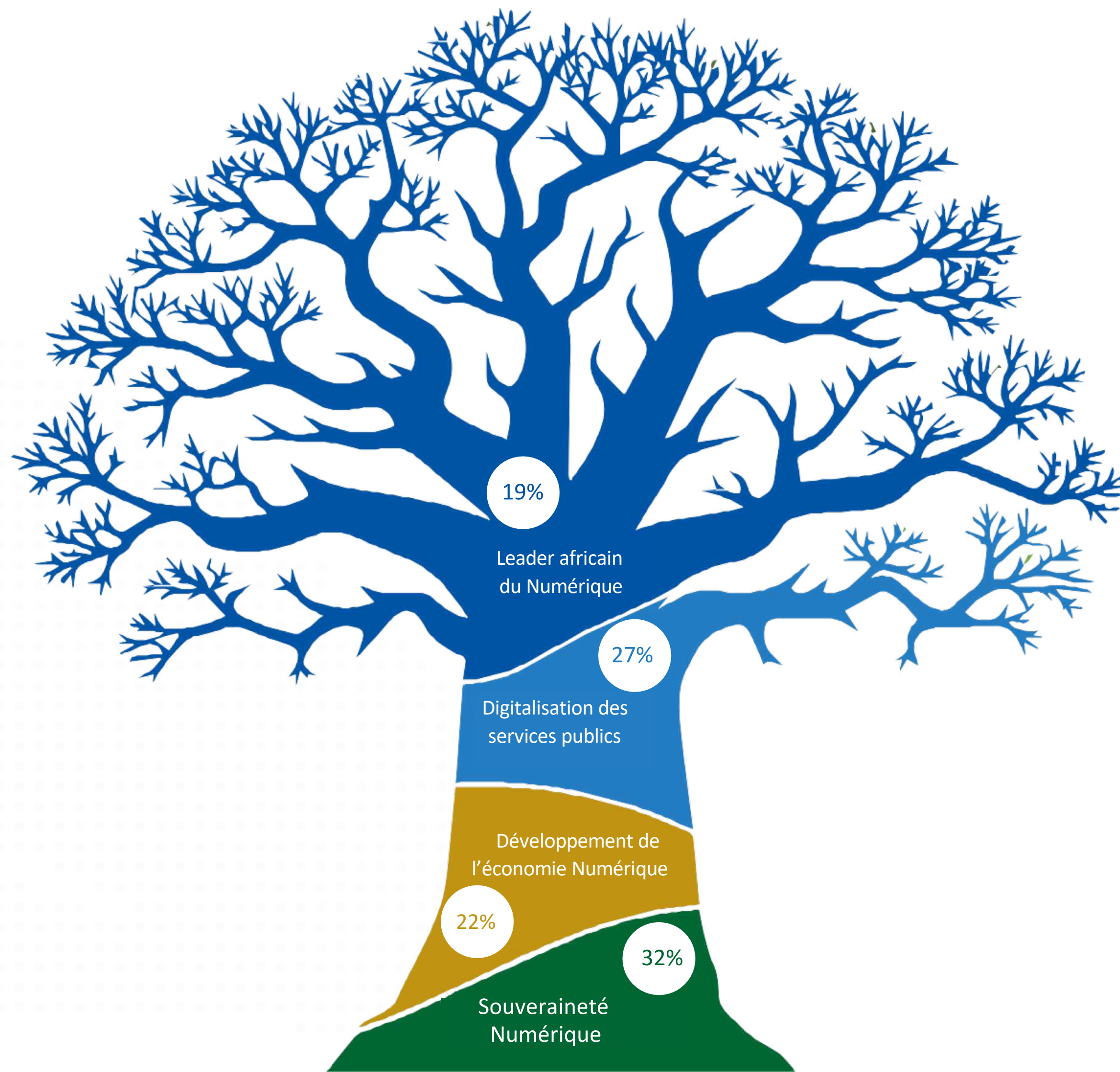
Le Sénégal sera en 2050 un pays de services à forte valeur ajoutée

Le Sénégal sera en 2050 une société numérique



New deal technologique : Vision et objectifs

Dans une démarche inclusive de co-construction de la stratégie Numérique du Sénégal, dénommée le projet Numérique 2034, entre le pouvoir public et l'écosystème numérique sénégalais, la répartition des contributions de l'écosystème sur les 4 axes stratégiques identifiés par le ministère a donné le résultat suivant :



Enjeux et défis de la transformation digitale

Pour s'inscrire dans une **trajectoire de croissance économique** plus inclusive avec une administration moderne et performante aux services des usagers et des entreprises, le Sénégal fait le pari d'**accélérer la révolution numérique** pour bâtir une société plus prospère, plus inclusive et mieux préparée pour les défis du XXIème siècle.



Applications et services



E-Gov



E-Éducation



E-Commerce



E-Santé



E-Transport & Tourisme



Smart-cities




E-Agriculture




E-Média




Connectivité et Infrastructures



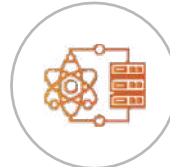
Data centers




Fibre optique




Téléphonie mobile



Super calculateur




Câbles sous-marins




Satellites




Plateformes digitales




Identité numérique




Cloud souverain




Paiement électronique




Authentification et signature électronique



Plateforme Interopérable



Cyber sécurité



Big Data Analytics et IA



2034: les indicateurs clés



90%

Taux de connectivité de qualité, à moindre coût

80%

De taux d'utilisation des services numériques

Une industrie numérique performante

Top 3

Pays Africains exportateurs de produits et services numériques

(6 mds \$ en 2022)

500 startups tech Label Startup

50 e-champions africains

PIB TIC (<8%) : 15% en 2034; 25% en 2050

50k diplômés du numérique

50k emplois directs et 150k emplois indirects

+30 pts Indice *CNUCED* du commerce électronique B2C (99ème)

5000 talents certifiés du numérique

● Une administration performante 1000 procédures dématérialisées (administration et entreprises)

● 95% Entreprises ayant atteint la maturité digitale

● 100% des données sensibles hébergées au Sénégal

3 Souveraineté numérique

Dans un monde de plus en plus interconnecté, la **souveraineté numérique** est devenue un enjeu crucial pour les nations souhaitant garantir leur **indépendance** et leur **sécurité** dans le domaine numérique. Pour le Sénégal, poser les bases de sa souveraineté numérique signifie prendre le **contrôle de ses infrastructures**, de ses **données** et de ses **solutions technologiques**, afin de protéger ses intérêts nationaux, sécuriser ses infrastructures critiques et favoriser un développement économique et social endogène.

Souveraineté numérique

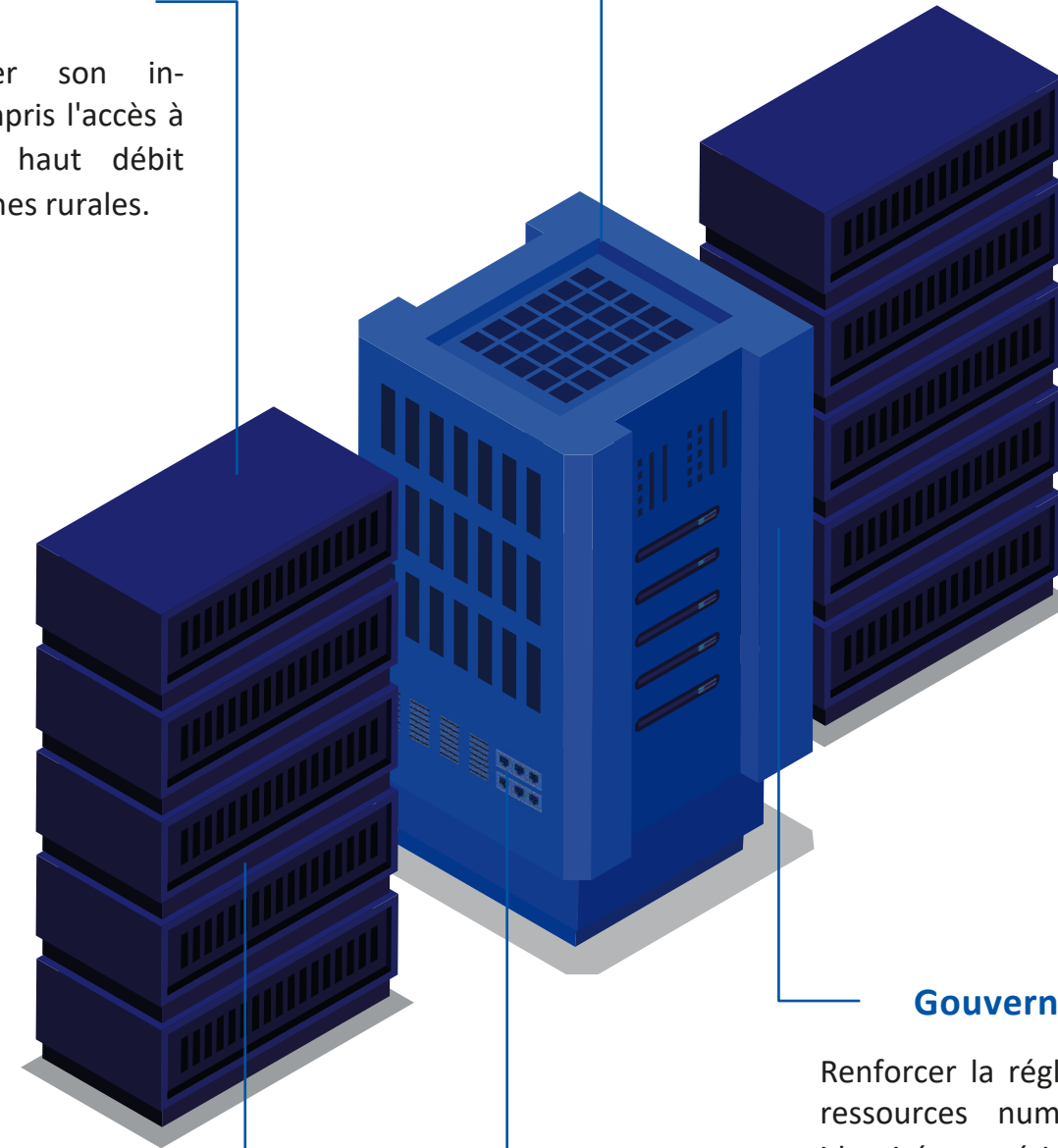
- Infrastructure numérique
- Maîtrise technique
- Compétences numériques
- Gouvernance numérique
- Sécurité et résilience

Infrastructure numérique

Le Sénégal doit renforcer son infrastructure numérique, y compris l'accès à l'électricité et l'internet à haut débit abordable, surtout dans les zones rurales.

Maîtrise technique

Le Sénégal doit promouvoir le développement de solutions locales et réduire la dépendance aux technologies étrangères.



Compétences numériques

La formation des jeunes, des femmes et des travailleurs peu qualifiés aux compétences numériques est essentielle pour maximiser les bénéfices de la numérisation.

Gouvernance numérique

Renforcer la réglementation et la gestion des ressources numériques (noms de domaine, identités numériques, etc.).

Sécurité et résilience

Mettre en place des infrastructures de stockage et des politiques de protection des données sensibles et des infrastructures critiques.

Infrastructure numérique

Le Sénégal doit renforcer son infrastructure numérique, y compris l'accès à l'électricité et l'internet à haut débit, surtout dans les zones rurales.

Infrastructures de Télécommunications

Internet et réseaux mobiles : Renforcer la connectivité de qualité et limiter la dépendance étrangère chez les opérateurs Mobile et Internet. Création de réseaux et systèmes d'exploitation locaux.

Câbles sous-marins et fibre optique : Assurer la haute disponibilité à travers la redondance du Fibre Optique (Backbone national) et une variation des accès aux différents câbles sous-marins.

Opérateurs d'Importance Vitale : Assurer la continuité de service et la supervision des fournisseurs de services essentiels à la vie de la nation (Electricité, Eau, Energie, Télécoms, Banques, Santé, Aéronautique, Spatiale, Défense, etc.)

Centres de données et Cloud souverains

Data Centers : Héberger les données sensibles de manière sécurisée et fiable, tout en offrant une haute disponibilité. Développer des produits et services en ligne pour le marché local et externe.

Cloud souverain : Développer des solutions de Cloud Computing nationales pour réduire la dépendance aux fournisseurs étrangers.

Stockage et archivage : Stocker les données sensibles localement; Mettre en place un centre d'archivage national dématérialisé et souverain.

Architecture informatique centralisée

Mise en place d'une **architecture gouvernementale centralisée**, cohérente et surveillée, pour assurer la **performance**, la sécurité et l'**interopérabilité** dans l'administration et les services publics.

Assurer la **cohérence**, l'**urbanisation** et la **supervision** des produits et services numériques dans l'administration (Messagerie, Stockage, Espace collaborative, Gestion documentaire, Annuaire, etc.)

Maîtriser le risque technologique

Le Sénégal doit renforcer son infrastructure numérique, y compris l'accès à l'électricité et l'internet à haut débit, surtout dans les zones rurales.

Favoriser la recherche et l'innovation

Créer des centres de recherche : Dédier des centres à la recherche fondamentale et appliquée dans les domaines des TIC, en particulier ceux liés aux spécificités sénégalaises (agriculture, énergie, santé etc.).

Soutenir les projets de recherche universitaire : Encourager les collaborations entre universités et entreprises pour favoriser l'innovation et le transfert de technologie.

Inciter les entreprises à investir en R&D : Mettre en place des incitations fiscales ou des aides financières pour les entreprises qui investissent dans la recherche, l'innovation et les nouvelles technologies.

Développer l'industrie locale des logiciels et du matériel

Soutenir les start-ups : Mettre en place des incubateurs et des accélérateurs pour accompagner les jeunes pousses dans le développement de leurs produits et services.

Favoriser la production locale de matériel informatique : Encourager l'assemblage et la fabrication de matériel informatique au Sénégal, en commençant par des produits simples (ordinateurs, smartphones).

Développer des logiciels libres et open source : Encourager l'utilisation et le développement de logiciels libres pour réduire la dépendance aux solutions propriétaires.

Mettre en place une politique industrielle ambitieuse

Identifier les filières stratégiques : Définir les secteurs où le Sénégal dispose d'un potentiel de développement important (par exemple, l'agriculture numérique, les services financiers numériques).

Mettre en place des zones économiques spéciales : Créer des zones dédiées à l'industrie numérique, avec des avantages fiscaux et des infrastructures adaptées.

Encourager les partenariats industriels : Favoriser les collaborations entre entreprises sénégalaises et étrangères pour développer des produits et services innovants.

Confiance numérique et cyber résilience

Le Sénégal doit investir massivement dans la cy- bersécurité et protection des données, pour assu- rer la confiance numérique de ses populations et partenaires.

Protection des données personnelles

Cadre réglementaire clair : Mettre en place un cadre lé- gislatif robuste et adapté sur les besoins locaux, garantis- sant les droits des individus sur leurs données personnelles

Consentement éclairé : Exiger un consentement explicite et éclairé des utilisateurs avant toute collecte et utilisation de leurs données

Sécurisation des traitements : Mettre en œuvre des me- sures techniques et organisationnelles pour protéger les données personnelles contre les accès non autorisés, les pertes, les altérations et les destructions.

Sécurité des opérations et des paiements électroniques

Chiffrement de bout en bout : Utiliser des technologies robustes pour protéger les données au stockage et à la transmission.

Unicité et authenticité : Mettre en œuvre des mécanismes d'au- thentification multi facteurs pour renforcer la sécurité des accès aux systèmes et aux données tout en contrôlant les accès.

Traçabilité et imputabilité : Gérer les clés de chiffrement de ma- nière sécurisée, en les stockant dans des environnements protégés.

Protection des infrastructures critiques

Protection physique : Sécuriser physiquement les infrastructures informatiques (data centers, serveurs) contre les intrusions et les catastrophes naturelles.

Sauvegardes et restauration : Mettre en place des procédures de sauvegarde régulières et des plans de restauration

Surveillance et détection des incidents : Mettre en place des sys- tèmes de surveillance en continu (CERT, SOC, etc.)

Maintenir les systèmes et les logiciels à jour tout en sensibilisant les utilisateurs aux bonnes pratiques de sécurité informatique

Formation et compétences

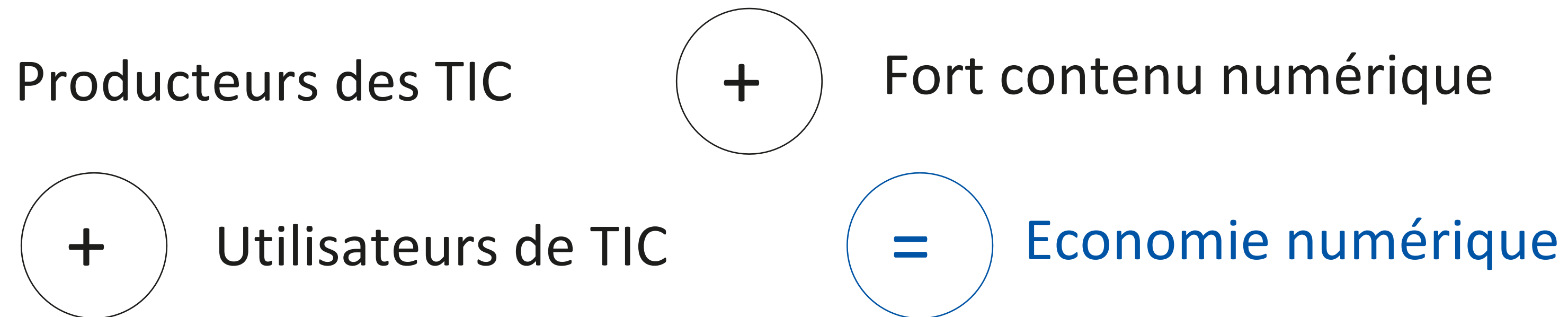
Formations en adéquation avec les nouveaux besoins des entreprises et des administrations, ainsi que les entreprises étrangères (Approche par compétences, alternance, sous-traitance, délocalisation, partenariat, etc.)

Développement des cycles courts et des certifications dans le numérique (Software, IA, Cloud, Cybersécurité, IoT, Big Data, Impression 3D, Blockchain, Réalité virtuelle, Robotique, Fintech, etc.)

Développer la recherche et l'innovation (Laboratoires, plateformes collaboratives, Projets de partenariat entre les établissements d'enseignement et les entreprises (géants de la Tech, Secteur Privé, Initiatives gouvernementales, Incubateurs, etc.)

Promouvoir l'entrepreneuriat dans les cursus scolaires/universitaires (Prix de l'innovation universitaire, rencontres professionnels-étudiants, etc.)

4 Développement de l'économie numérique





NewDeal
Technologique

Développement de l'économie numérique

Au Sénégal, plus de 300 000 nouveaux emplois sont nécessaires par an et devraient passer à 500 000 par an d'ici 2050. Pour s'inscrire dans une trajectoire de croissance économique et la rendre plus inclusive, le Sénégal doit créer de meilleurs emplois de qualité pour un plus grand nombre de personnes, dont la grande majorité sont engagées dans le secteur informel. Et cela passe nécessairement par l'adoption des technologies numériques.

L'économie numérique est un levier essentiel pour transformer le Sénégal en ce sens qu'elle facilite la croissance de la productivité et de l'emploi dans l'ensemble de l'économie. En investissant dans les infrastructures numériques, en développant les compétences digitales et en favorisant l'innovation, nous pouvons bâtir un pays plus prospère, plus inclusif et mieux préparé pour les défis du XXIème siècle.

INFRASTRUCTURES NUMERIQUES

Développement du haut débit et amélioration de l'accès à l'internet dans tout le pays.

ENTREPRENEURIAT & STARTUPS

Incitations pour encourager l'innovation et le développement d'entreprises technologiques locales.



CADRE RÉGLEMENTAIRE

Il est indispensable de procéder à un examen complet et tourné vers l'avenir du cadre réglementaire du secteur des TIC pour faire le point des changements à apporter concernant les services et applications.

CAPITAL HUMAIN NUMÉRIQUE

Programmes de formation en compétences numériques pour soutenir la création d'emplois dans le secteur.

Entrepreneuriat & startups

Financement et incitation fiscale (Fonds et banques du numériques, fiscalité adaptée, contrats aidés, Crédit impôts, etc.)

Mise à disposition d'infrastructures publiques (Data center, Super calculateur, Senegal Connect Park, Digital Factory, etc.)

Gouvernance et Sponsoring (Startup Act, Label Startup, Externalisation de commande publique, Collaboration Public-Privé, Foires du numérique et l'innovation, etc.)

Régularisation progressive du secteur informel grâce à des outils adaptés développés par l'écosystème local.

E-commerce et paiement électronique

Améliorer le taux de pénétration des portefeuilles électronique pour favoriser le paiement électronique

Développer les marketplaces et l'interopérabilité des plateformes de paiement électronique dans l'E-commerce

Faciliter l'intégration entre les plateformes, passerelles de paiement électroniques, les agrégateurs, les fournisseurs de services à valeur ajoutée, les banques.

Mettre en place une gouvernance et un cadre réglementaire et légal, assurant la transparence, la fiabilité et la sécurité des opérations de paiement.

Smart cities et services connectés

Usage intelligente des technologies innovantes et l'analyse de données, avec une forte composante de services centralisés et démarches dématérialisées (sécurité, prévention routière, information, service public, relations commerciales, etc.)

Monitoring en temps réel, économie d'énergie, objets connectés, centres de contrôle et de supervision, optimisation des ressources et des coûts, collectes de déchets et démarche écologique.

Sensibilisation et responsabilisation des populations dans la gestion de la ville, collecte utile et protection renforcée des données personnelles

E-Media et Créateurs de contenus numériques

Mettre en place un cadre légal, réglementaire pour encadrer les médias en ligne et la création de contenus adaptés à nos réalités et notre culture, tout en restant ouverts au monde.

Mettre en place une régie numérique capable de capter les redevances et taxes sur la diffusion du numérique, et réinjecter ce budget dans le support aux acteurs locaux.

Accompagner les médias en ligne et créateurs de contenu dans leur expansion régionale, continentale et internationale, afin de promouvoir la destination et l'investissement au Sénégal.

—

Systeme d'information gouvernemental actuel

Aujourd'hui, l'Etat du Sénégal ne dispose pas d'un systeme d'information unifié mais un systeme d'information cloisonné, ce qui constitue un frein à l'efficacité, à la performance et à la compétitivité du pays.

EDUCATION

Salle de classe digitalisé (MOOC)avec resorption du defi- cit d'enseignement

Des tuteurs avec l'IA sur des sujets pratiques comme le

codage etc

Enseignement en langue localede l'économie et à l'amélioration de la compétitivité.

TRANSPORT & MOBILITÉ

Gestion du trafic (feux rouge), application mobile pour faciliter la planification des usagers,

Faire de la Maintenance prédictive pour réduire les coûts

SANTÉ

Dossier patient et ordonnance digitalisé prise de

decision fondée sur les données

Télémedecine et reduction des coûts d'évacuation

SERVICE PUBLIC

Service publique performant, elargissement de l'assiete fiscal etc. Reduction des

factures de l'Etat : téléphonique, eau et électricité Reduction de la fraude,

AGRICULTURE & ÉLEVAGE

Agriculture de haute précision pour augmenter les rendements,

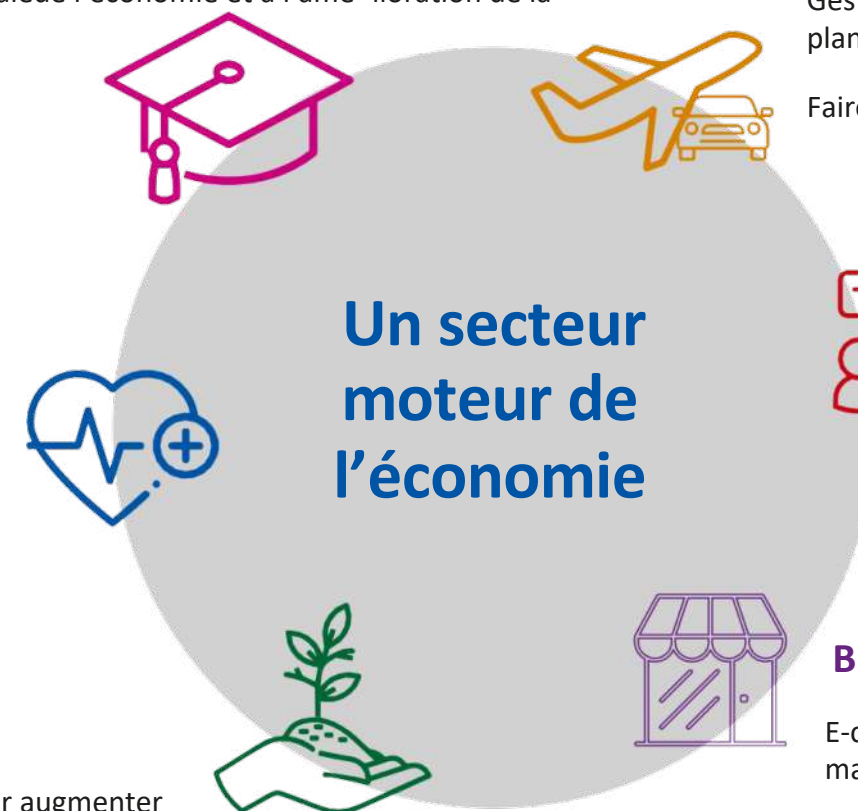
Réduire les pertes post-récolte et améliorer la résilience face au changement climatique

BUSINESS & COMMERCE

E-commerce pour vendre plus facilement avec un accès à un marché plus large,

analyse des données pour faire de la prospection

reduction du poids de l'informel et élargissement de l'assiete fiscale



Impacts qualitatifs de l'économie numérique

Une baisse significative du poids du secteur informel dans l'économie, avec une généralisation des contributions sociales (retraites, chômage, assurance maladie, etc.)

Baisse du taux d'imposition et Une augmentation des recettes fiscales grâce à l'élargissement de la base de l'assiette fiscale en conformité avec les objectifs de la SRMT

Une réduction substantielle des importations en produits et services numériques et électroniques avec un impact direct sur la balance commerciale.

Une meilleure maîtrise de l'évasion fiscale (estimée à 536 milliards FCFA par an)

5 Sénégal : Leader Africain du Numérique

Le Sénégal, sous l'impulsion de ses nouvelles autorités, ambitionne de devenir le premier pays exportateur de produits et services numériques; En devenant un hub numérique, notre pays pourra :

Attirer les investissements étrangers et créer de nouveaux emplois qualifiés.

Stimuler l'innovation et le développement de start-ups.

Améliorer la compétitivité de nos entreprises et faciliter leur accès aux marchés internationaux.

Renforcer la connectivité et réduire la fracture numérique.

Développer de nouveaux services numériques pour les citoyens et les entreprises.



Pour concrétiser cette ambition, plusieurs chantiers sont à lancer :

Le déploiement d'infrastructures numériques performantes

Développement de centres de données et de passerelles numériques pour connecter le Sénégal aux réseaux internationaux

Le développement des compétences digitales

Le Sénégal doit investir massivement dans la formation pour disposer d'un vivier de compétences pour accompagner cette ambition et être à même d'attirer des investisseurs étrangers

Leadership continental en matière de technologie

Promotion de partenariats avec d'autres pays d'Afrique de l'Ouest pour renforcer l'intégration numérique.

La création d'un environnement réglementaire favorable à l'innovation

La création d'un environnement réglementaire favorable à l'innovation et au développement des nouvelles technologies



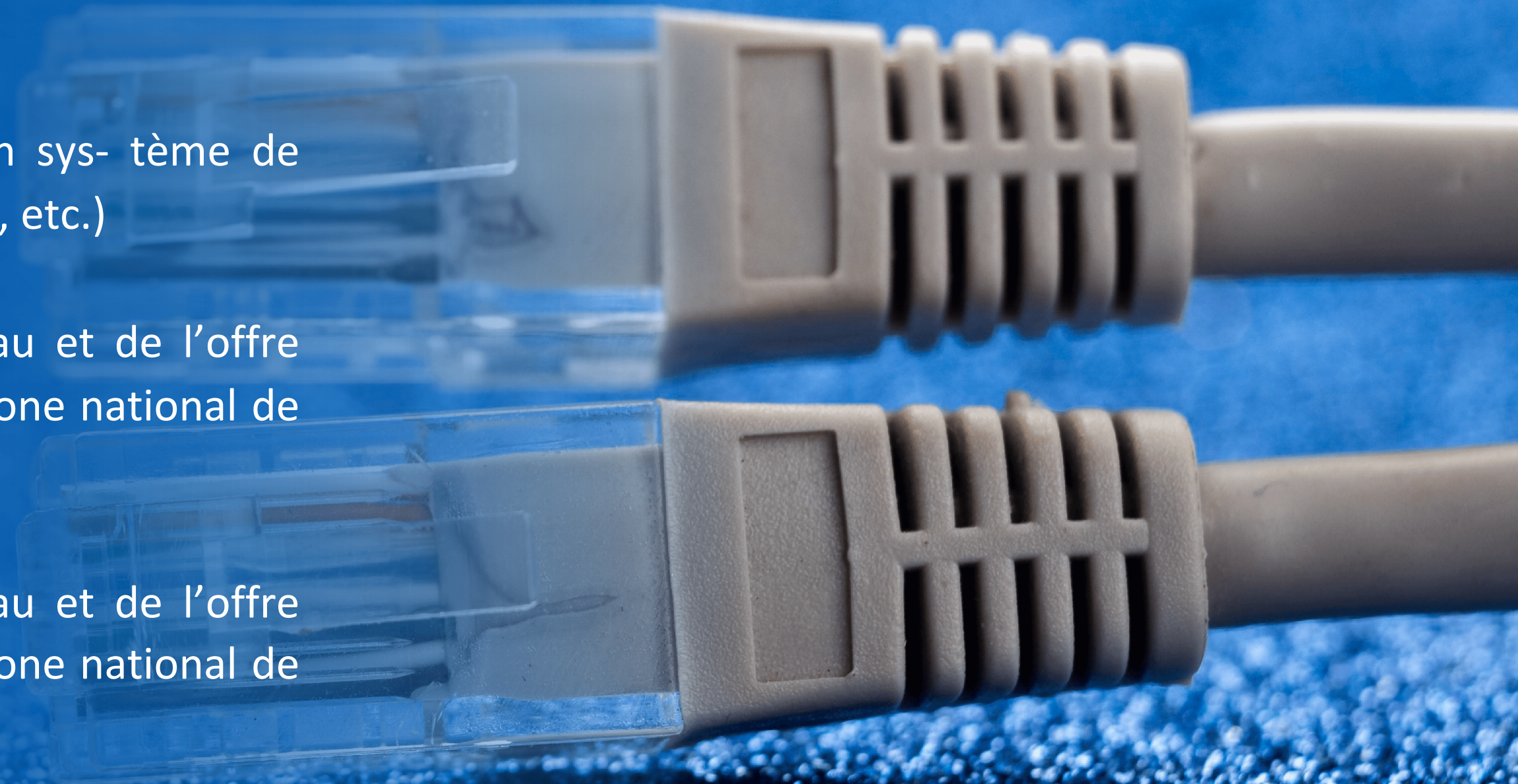
Infrastructures et Connectivité

Construire un nouveau Datacenter à l'intérieur du pays pour répondre aux exigences haute disponibilité, de redondance et de backup (utilisable par les opérateurs Cloud)

Collaborer avec le secteur privé pour mettre en place un système de support mutuel (partage de ressources, échange de services, etc.)

Améliorer la qualité, la performance, la sécurité du réseau et de l'offre Internet (Satellite, Câble sous-marin, redondance du backbone national de SENUM, etc.)

Améliorer la qualité, la performance, la sécurité du réseau et de l'offre Internet (Satellite, Câble sous-marin, redondance du backbone national de SENUM, etc.)



Produits et Services numériques

Développer les centres d'expertise numérique pour satisfaire la demande locale, et les besoins en sous-traitance internationale

Mise à disposition d'infrastructures publiques (Data center, Super calculateur, Senegal Connect Park, Digital Factory, etc.)

Gouvernance et Sponsoring (Startup Act, Label Startup, Externalisation de commande publique, Collaboration Public-Privé, Encouragement de l'innovation, etc.)

Promouvoir la recherche et l'innovation en développant une offre de produits et services à haute valeur ajoutée numérique (hébergement, automatisation, IAAS, PAAS, SAAS, etc.)

Centres d'expertise et d'excellence du numérique

Développer l'expertise sénégalaise dans des domaines spécifiques du numérique avec une stratégie adaptée et futuriste (IA, Data Analytics, Fintech, IoT, Robotique, Cloud, etc.).

Devenir le leader africain dans des secteurs numériques à forte valeur ajoutée sans contrainte matérielle (IA, Cloud Computing, Cybersécurité, SVA, etc.)

Capter l'outsourcing dans le marché mondial du numérique avec un savoir-faire éprouvé et une expertise locale

Développer et promouvoir le label « Made in Sénégal » dans les secteurs prioritaires, avec un investissement massif dans les infrastructures, les compétences et la démarche qualité.

6 Nouvelle gouvernance informatique centralisée

Nouvelle gouvernance des projets numériques

Un alignement et une rationalisation des projets informatiques et numériques de l'Etat

La mise en œuvre de la transformation numérique du Sénégal exige un leadership éclairé et des mécanismes de coordination rigoureux pour garantir la cohérence et l'efficacité des actions entreprises.

Nouvelle gouvernance des projets numériques



ORGANE DE PRIORISATION, DE VALIDATION et de FINANCEMENT DES PROJETS INFORMATIQUES
Présidence (SGPR), Primature (SGG, BOCS), MCTN, MFB, MEP, représentants ministères etc

Soumission de projets pour demande de financement

Présidence
DSI Présidence

Primature
DSI Primature

MFB
DSI MFB

MSAS
DSI MSAS

Autres institutions
DSI Présidence



Instance unique de **rationalisation des dépenses numériques** de l'Etat co-présidée par SGPR, SGG, MCTN, MFB, etc.



Soumission centralisée des projets informatiques des différentes structures de l'Etat pour demande de financement .



Priorisation et validation de la cohérence globale au regard des priorités de la nouvelle stratégie gouvernementale selon les critères définis

Modèle opérationnel du nouveau SI gouvernemental

DSI central qui s'assure de ...

La cohérence de tous les projets informatiques de l'Etat

Du respect des exigences en termes de sécurité, d'urbanisation, d'architecture

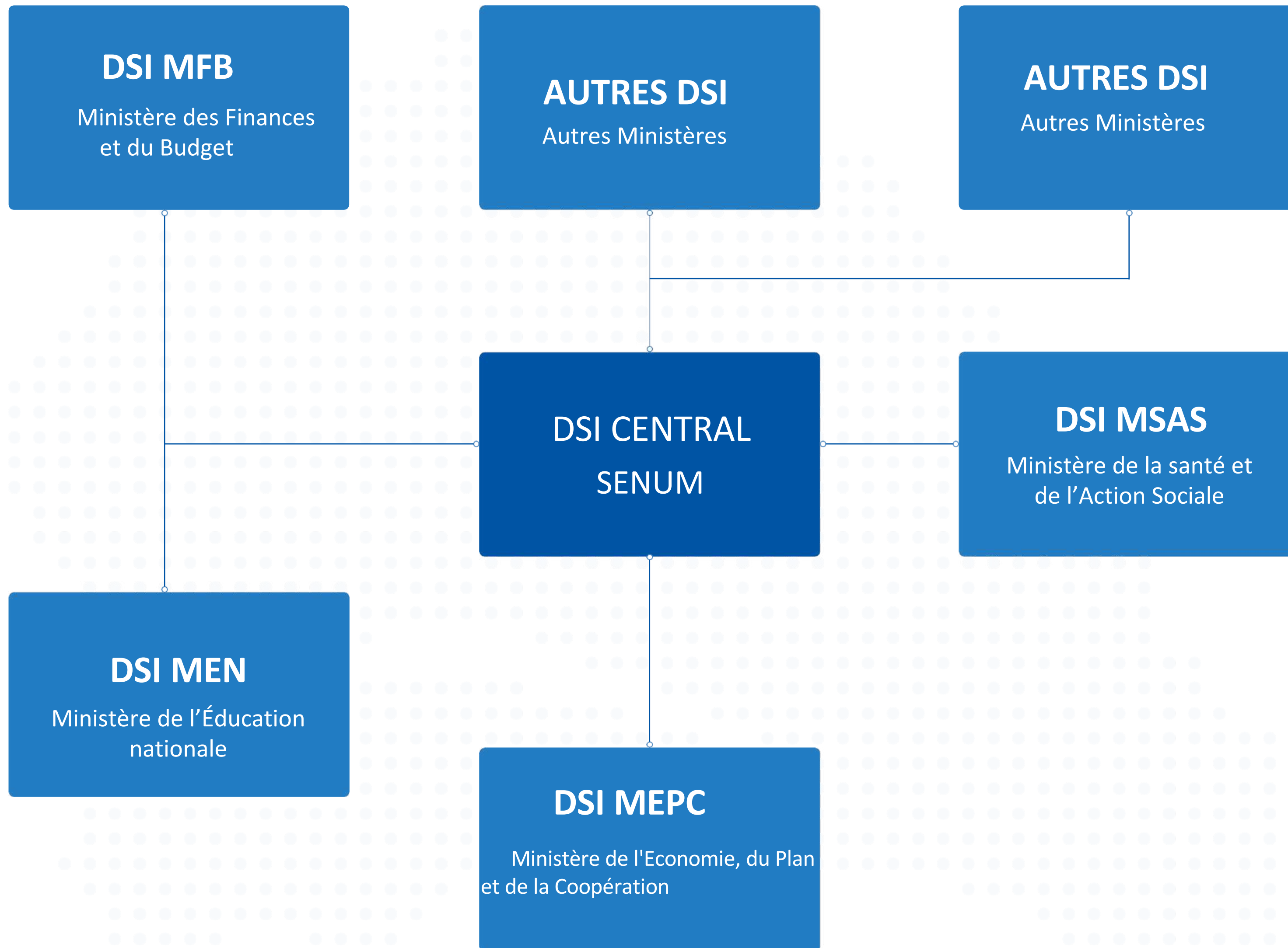
Du respect des standards de développements des applications

Avec des comités de validation

Comité de validation urbanisation

Comité de validation Architecture Comité

de validation Sécurité



Modèle opérationnel du nouveau SI gouvernemental

Un système d'information unifié est un atout majeur pour le Sénégal, qui souhaite moderniser son administration et améliorer la qualité de ses services. Il permet de gagner en efficacité, en transparence et en réactivité.

Cohérence et intégrité des données

Une seule version de la vérité : Toutes les données sont centralisées et synchronisées, éliminant les incohérences et les redondances.

Amélioration de la qualité des décisions : Les décideurs ont accès à une information fiable et complète pour prendre des décisions éclairées.

Gain d'efficacité

Automatisation des processus : Les tâches manuelles et répétitives sont automatisées, libérant du temps pour les employés.

Réduction des erreurs : Les risques d'erreurs liées à la saisie manuelle des données sont minimisés.

Amélioration de la productivité : Les collaborateurs peuvent accéder rapidement aux informations dont ils ont besoin, ce qui accélère les processus.

Réduction des coûts

Optimisation des ressources : En éliminant les doublons et en automatisant les tâches, les coûts de fonctionnement sont réduits.

Rationalisation des infrastructures : La consolidation des systèmes permet de réduire le nombre de serveurs et de logiciels à maintenir.

Amélioration de la collaboration

Partage d'informations facilité : Les différents services peuvent accéder aux mêmes informations, ce qui favorise la collaboration et le travail en équipe.

Amélioration de la communication : Les outils de collaboration intégrés au système d'information.

Renforcement de la sécurité

Centralisation de la sécurité : Les mesures de sécurité peuvent être appliquées à l'ensemble du système, ce qui renforce la protection des données.

Détection plus rapide des menaces : Une surveillance centralisée permet de détecter plus rapidement les attaques et de réagir plus efficacement.

7

Dématerialisation des procédures administratives

Digitalisation de l'administration

À l'heure actuelle, les plateformes digitales publiques font double emploi, sont coûteuses et ne sont pas inter-connectées. Les défis vont au-delà de l'absence d'un cadre d'interopérabilité et comprennent notamment (i) l'absence d'exigences uniformes pour la mise en œuvre des services électroniques; (ii) le problème non résolu de l'identification et de l'authentification électroniques des utilisateurs dans la fourniture des services électroniques; (iii) le faible niveau de maturité des procédures qui se limitent généralement à des formulaires à remplir et n'offrent pas d'aspects transactionnels, tels que les paiements en ligne; (iv) la confiance insuffisante des utilisateurs dans les interactions numériques.

La volonté clairement affichée de l'Etat du Sénégal, est d'accélérer la numérisation des services publics et de l'émergence de solutions d'identification numérique pour les rendre accessibles partout sur le territoire national et depuis l'étranger, avec des procédures simplifiées, des délais de traitement réduits maîtrisés et une protection des données des usagers. Ce sont là de réels leviers de développement de l'économie sénégalaise et de la confiance des citoyens en leurs administrations.

Digitalisation de l'administration



E-Gouvernement

Déploiement de plateformes numériques pour les services publics.



Efficacité et Transparence

Utilisation de la technologie pour automatiser les processus administratifs, réduire la corruption et améliorer l'accès aux services.



Identité Numérique

Création de systèmes d'identification numérique pour faciliter l'accès aux services publics.



Confiance Numérique

Assurer la confiance des utilisateurs dans les interactions numériques

Bénéfices/impacts de la digitalisation des procédures



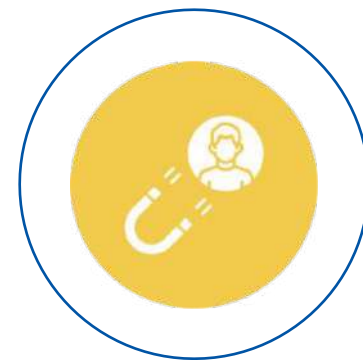
Administration performante au service des citoyens et des entreprises



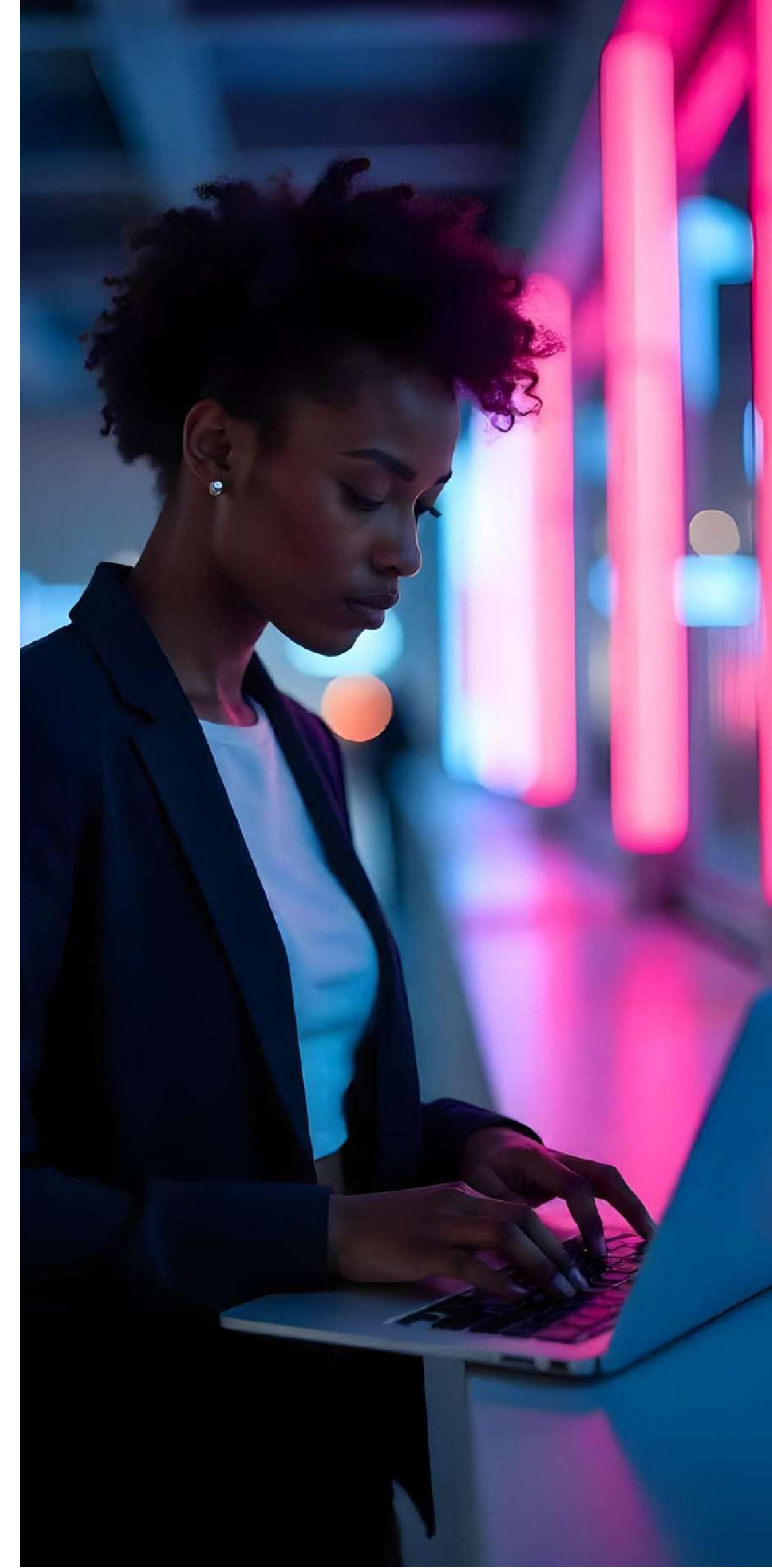
Inclusion et accessibilité des services publics à l'ensemble de la population indépendamment du lieu de résidence des citoyens. Une équité numérique !



Contribution à plus de transparence dans les processus administratifs et un renforcement de la confiance des citoyens

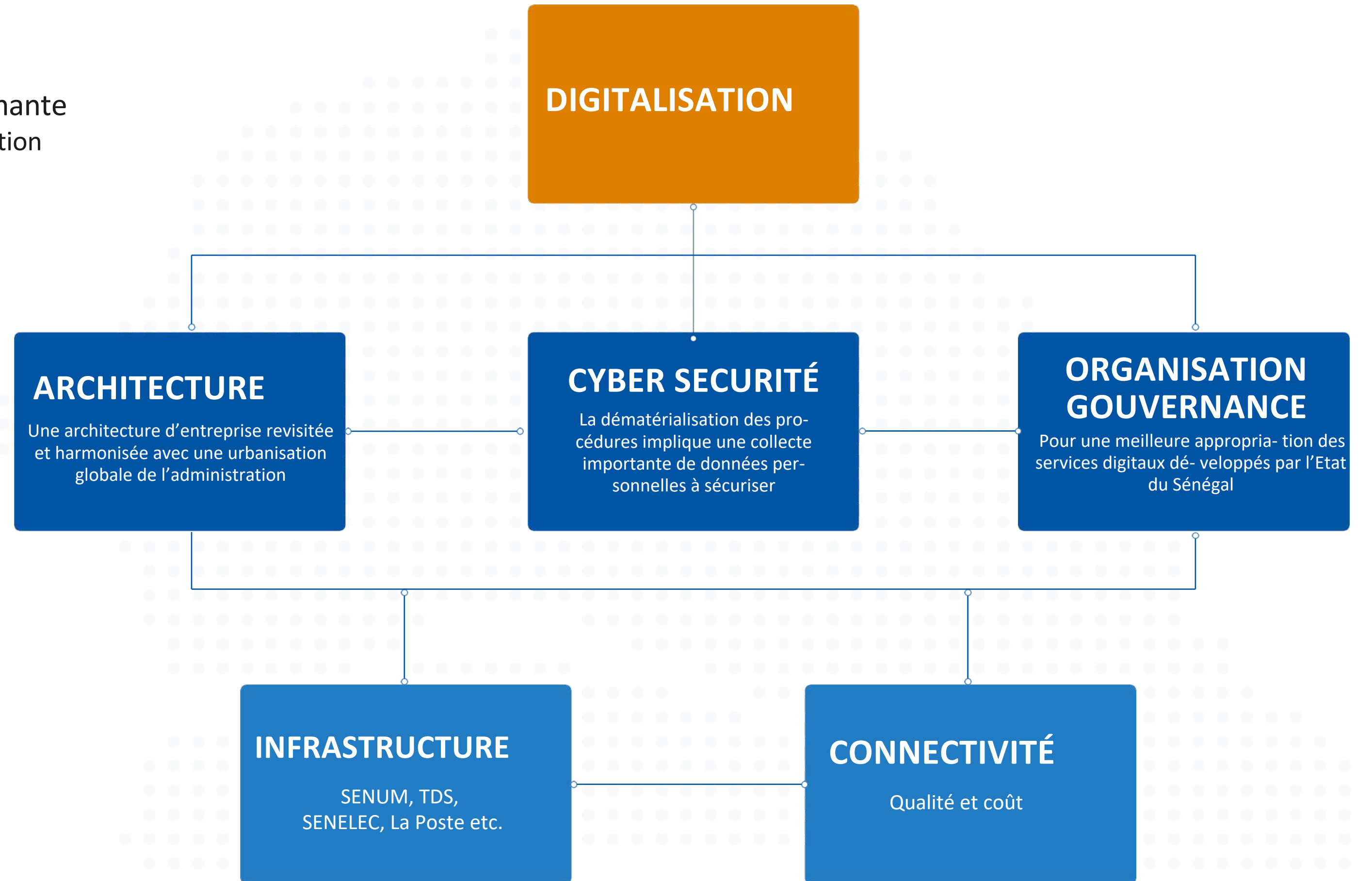


Attractivité économique du pays grâce à une rapidité et une transparence dans les démarches administratives.

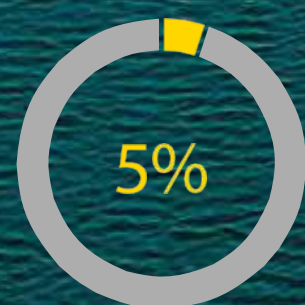


Digitalisation de l'administration

Une administration digitalisée et performante
Les prérequis à la digitalisation de l'administration



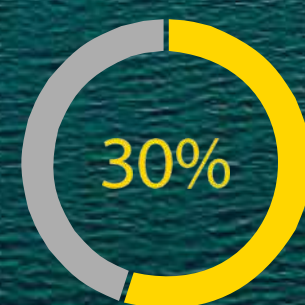
Projection sur la mise en œuvre du programme de dématérialisation des procédures



5%

T4 2024

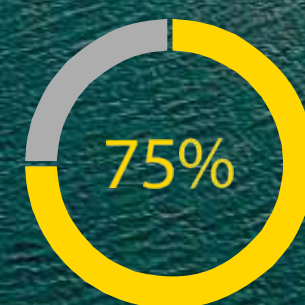
A la fin de l'année 2024, le ministère s'engage à poser les bases pour digitaliser et déployer 5% des procédures identifiées



30%

2025

Avec la mise à niveau de l'infrastructure en parallèle, 30% des procédures seront déployées à fin 2025



75%

2027

A fin 2027, avec la montée en puissance des infrastructures et des équipes, 75% des procédures seront déployées



100%

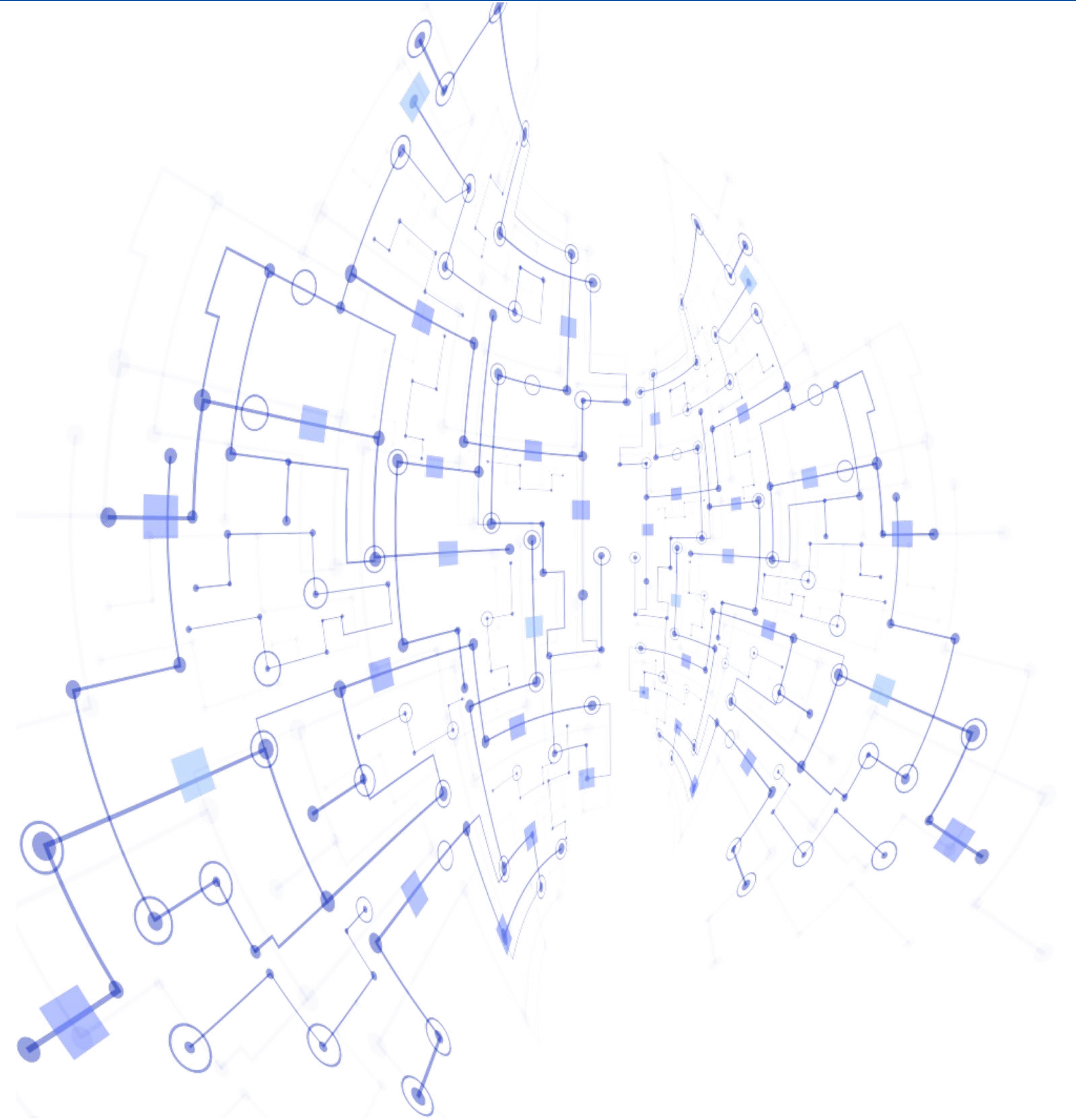
2028

A fin 2028, 100% des procédures identifiées seront déployées.

8

Mise en oeuvre du Projet numerique

Digital Master Plan



Digital master plan

Les chantiers prioritaires

PR-P_01 :
Cadre Réglementaire et de
Gouvernance du
Numérique

PR-P_02 :
Infrastructures, Ré-
seaux
et Connectivité
Universelle

PR-P_03 :
Souveraineté Numé-
rique et Cyber Rési-
lience

PR-P_04 :
Infrastructure Publique
Numérique (e-ID,
e-Sign, e-Payment, In-
teropérabilité)

PR-P_05 :
Modernisation du Sys-
tème d'Information de
l'Etat (SIE, AEG, E-Gov,
Collab)

PR-P_06 :
Dématérialisation des
procédures adminis-
tratives

PR-P_07 :
Formation et dévelop-
pement des compé-
tences
numériques

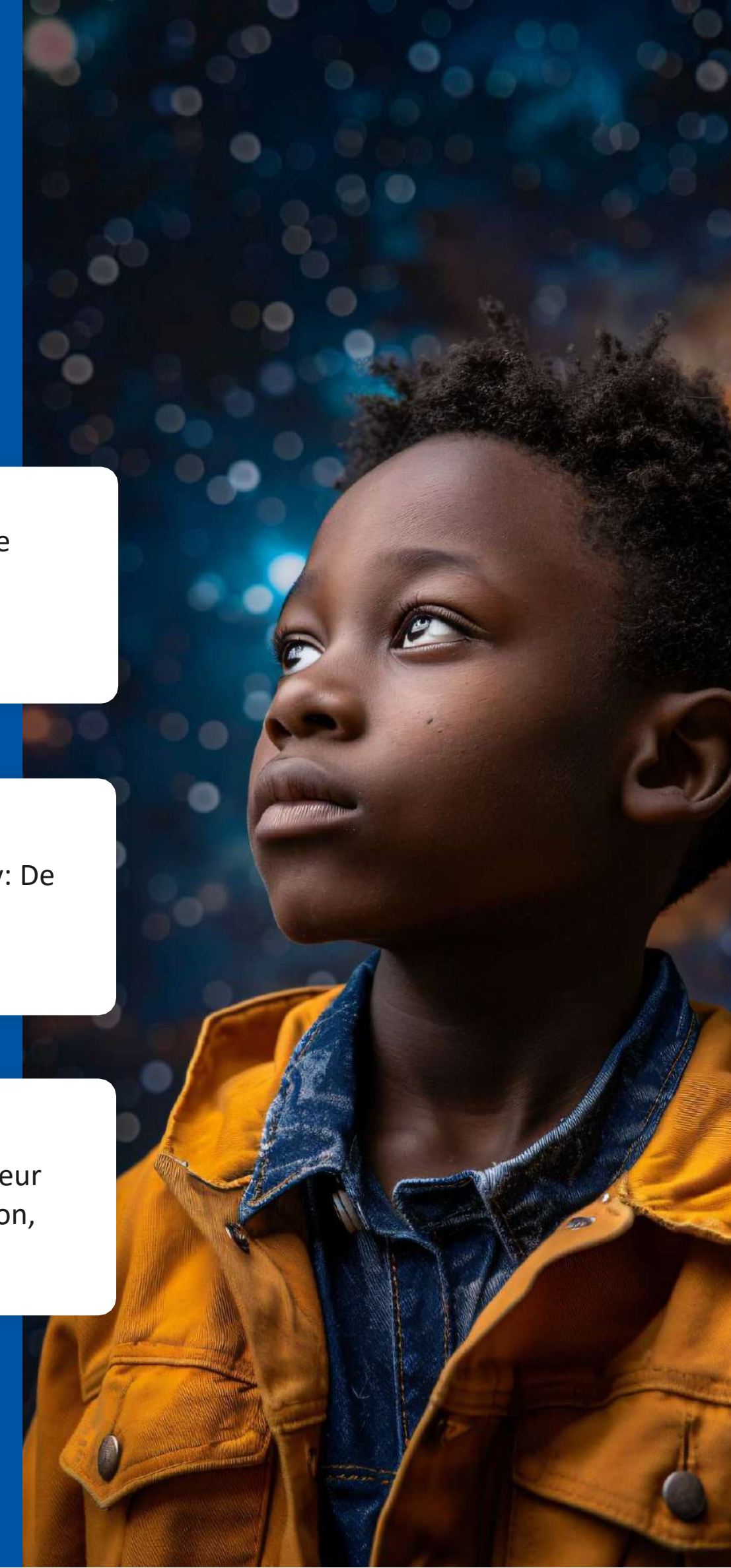
PR-P_08 :
Sénégal Digital Factory: De
l'idée au produit

PR-P_09 :
Fonds d'Investissement et
Banques du Numé-
rique

PR-P_10 :
Sénégal Villes Intelli-
gentes (Smart, Safe &
Secure Cities)

PR-P_11 :
Déclinaison Sectorielle du
Numérique (e-Santé,
e-Education, e-Finances, e-Agri,
e-Commerce, etc.)

PR-P_12 :
Digitalisation du sec-
teur informel (identifi-
cation,
localisation)



Facteurs clefs de succes



- Mettre en place un cadre réglementaire, légal et de gouvernance adapté (MCTN)
- Assurer un leadership fort et constant (PR ou PM)
- Créer une industrie du numérique forte et résiliente
- Assurer le Développement et le renforcement du capital humain et Garantir le transfert de technologies et de compétences sur tous les projets
- Développer des partenariats public-privé (avec le privé national et international) et Changement de paradigme dans le partenariat avec les géants de la tech, les bailleurs de fonds
- Faire du numérique un levier de transformation des politiques publiques (commande, achat, gestion de projet, suivi évaluation, financement des entreprises, fiscalité, etc.)
- Créer des champions nationaux pour assurer le Développement de services innovants
-

PROGRAMMES PRIORITAIRES

PR-P_01 :

Cadre Légal et Réglementaire et Gouvernance du Numérique

Finalité

Renforcer le cadre juridique et institutionnel pour assurer le développement de l'économie numérique tout en garantissant la confiance numérique

Budget estimatif (Mds FCFA)	Financement vision 2050	Autres Bailleurs	"Gap de financement (Mds FCFA)"
35 mds	30 mds	3 mds	2 mds

PR-P_02 :

Infrastructures, Réseaux et Connectivité Universelle

Finalité

Garantir un accès universel à une connectivité de qualité, performante et à moindre coût

Budget estimatif (Mds FCFA)	Financement vision 2050	Autres Bailleurs	"Gap de financement (Mds FCFA)"
146 mds	79 mds	48 mds	20 mds

PR-P_03 :

Souveraineté Numérique et Cyber Résilience

Finalité

Assurer la protection des infrastructures, services et données critiques, pour l'administration et les usagers (entreprises et citoyens)

Budget estimatif (Mds FCFA)	Financement vision 2050	Autres Bailleurs	"Gap de financement (Mds FCFA)"
18 mds	17 mds	1 mds	-

PR-P_04 :

Plateforme Publique Numérique (e-ID, e-Sign, e-Payment, etc.)

Finalité

Fournir un socle numérique de base, fournissant des services partagés à vocation transverse et centrale

Budget estimatif (Mds FCFA)	Financement vision 2050	Autres Bailleurs	"Gap de financement (Mds FCFA)"
90 mds	80 mds	10 mds	-

PR-P_05 :

Modernisation du Système d'Information de l'Etat (Interopérabilité, AEG, E-Gov, Collab)

Finalité

Assurer l'urbanisation et la rationalisation du SI Etat, permettant d'assurer la cohérence, l'interopérabilité et la sécurité des applications et services à destination de l'administration et des usagers

Budget estimatif (Mds FCFA)"	Financement vision 2050	Autres Bailleurs	"Gap de financement (Mds FCFA)"
76mds	46 mds	5 mds	25 mds

PR-P_06 :

Dématérialisation de procédures administratives

Finalité

Eriger une administration simple, performante, orientée services et centrée sur l'utilisateur.

Budget estimatif (Mds FCFA)"	Financement vision 2050	Autres Bailleurs	"Gap de financement (Mds FCFA)"
60 mds	50 mds	-	10 mds

PR-P_07 :

Développement des compétences et renforcement des capacités numériques

Finalité

Développer l'expertise dans les métiers du numérique et promouvoir la culture digitale des populations

Budget estimatif (Mds FCFA)"	Financement vision 2050	Autres Bailleurs	"Gap de financement (Mds FCFA)"
95 mds	90 mds	5 mds	-

PR-P_08 :

Sénégal Digital Factory: De l'idée au produit

Finalité

Accompagner les startups, les PMI et les PME afin de promouvoir l'innovation technologique et l'émergence de champions du numérique

Budget estimatif (Mds FCFA)"	Financement vision 2050	Autres Bailleurs	"Gap de financement (Mds FCFA)"
100 mds	60 mds	-	40 mds

PR-P_09 :

Investissement et Financement du Numérique

Finalité

Promouvoir un cadre attractif pour les investissements dans le numérique et mobiliser les financements adaptés au secteur du numérique à travers des instruments de cofinancement impliquant les fonds du FONSI, le nouveau pôle des institutions financières publiques, ainsi que les marchés de capitaux et les fonds d'investissement régionaux

Budget estimatif (Mds FCFA)	Financement vision 2050	Autres Bailleurs	"Gap de financement (Mds FCFA)"
25 mds	25 mds	-	-

PR-P_10:

Sénégal Villes Intelligentes (Smart, Safe & Secure Cities)

Finalité

Favoriser l'utilisation des technologies intelligentes dans l'amélioration du service public, la sécurité et le bien-être des populations

Budget estimatif (Mds FCFA)	Financement vision 2050	Autres Bailleurs	"Gap de financement (Mds FCFA)"
50 mds	-	-	10 mds

PR-P_11:

Déclinaison Sectorielle du Numérique (e-Cadastre, e-Santé, e-Education, e-Finances, e-Agri, e-Commerce, etc.)

Finalité

Assurer la performance des différents secteurs d'activités par l'intégration du numérique dans les différents processus métiers.

Budget estimatif (Mds FCFA)	Financement vision 2050	Autres Bailleurs	"Gap de financement (Mds FCFA)"
360 mds	100 mds	50 mds	210 mds

PR-P_12:

Digitalisation du secteur informel et des micro entreprises (Outils, bancarisation, identification, localisation, etc.)

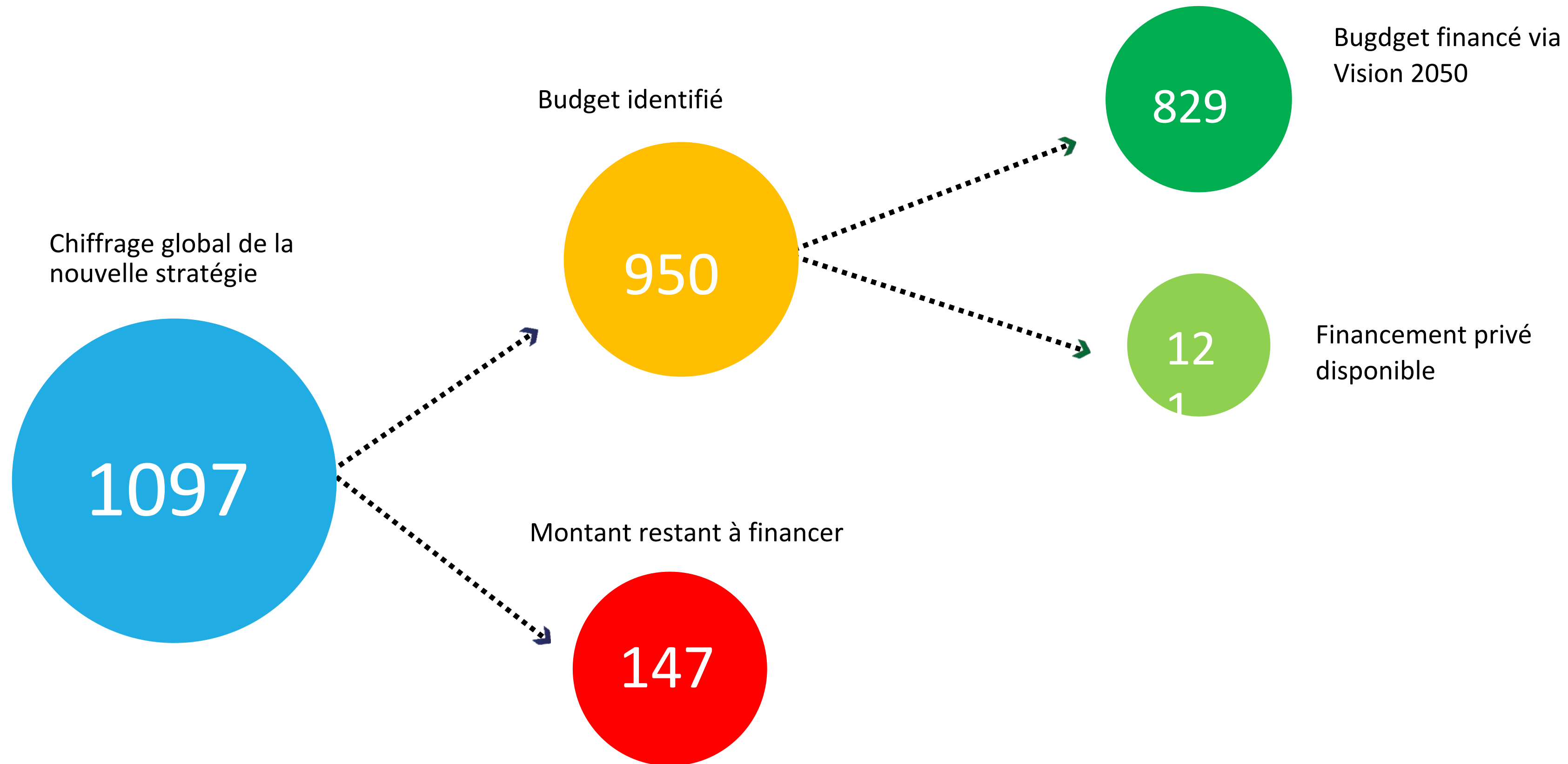
Finalité

Accompagner la transformation du secteur informel par la diffusion du numérique afin que les usages au quotidien constituent un avantage compétitif.

Budget estimatif (Mds FCFA)	Financement vision 2050	Autres Bailleurs	"Gap de financement (Mds FCFA)"
42 mds	42 mds	-	-

AGENDA DE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

CHIFFRAGE DES 12 PROGRAMMES PRIORITAIRES, en milliards de FCFA





MCTN
Ministère de la Communication,
des Télécommunications et du Numérique

Sénégal 50
20